

IMMIGRATION

Naufrage de migrants : l'Europe en accusation



Dimanche, sur la plage de Steccato di Cutro, près de Crotona dans le sud de l'Italie, des secouristes évacuent un corps des débris du bateau qui transportaient des migrants. Photo Sipa/Giuseppe PIPITA

La mort de plus d'une soixantaine de migrants, victimes d'un naufrage sur la côte italienne, relance la controverse sur la politique en ce domaine de l'Union européenne. La désunion des États empêche depuis plus de deux ans l'adoption d'un « Pacte » global.

« Les survivants pleurent sans rien dire... Une femme, qui a le nez cassé, crie de désespoir le nom de son fils qu'on ne retrouve plus... » C'est la terrible scène saisie dimanche sur la plage de Steccato di Cutro, en Calabre, par l'envoyé spécial du *Corriere della Sera*.

Le bilan du naufrage de cette embarcation de migrants est d'au moins une soixantaine de morts. Et le coupable déjà désigné par le très respecté président de la République, Sergio Mattarella : « l'Union européenne », qui doit « enfin assumer la responsabilité de maîtriser le phénomène migratoire ».

Giorgia Meloni : « Empêcher les départs »

Car l'Italie est depuis des années, avec la Grèce et l'Espagne, en première ligne de l'ac-

cueil des migrants. Selon le ministère de l'Intérieur, 14 000 migrants ont débarqué sur ses côtes depuis le début de l'année, trois fois plus que lors de la même période en 2022.

C'est dans ce contexte que Giorgia Meloni a été portée au pouvoir en octobre 2022 à la tête d'une coalition de centre-droit et de droite nationaliste sur un programme anti-immigrés. La présidente du Conseil italien a donc rappelé dimanche sa volonté première « d'empêcher les départs » de migrants, en « exigeant avant tout la plus grande collaboration des États de départ et d'origine ».

Une loi italienne contre le secours en mer

Giorgia Meloni a également balayé les accusations contre sa politique à l'encontre des associations et ONG secourant les migrants en mer. Le parlement italien vient en effet de voter une loi encadrant strictement leurs activités. Elle les oblige par exemple à regagner un port dès le premier sauvetage, coupant ainsi la possibilité d'en recueillir d'autres.

Le dernier Conseil européen

avait débattu du sujet une nuit durant, le 9 février. Une majorité d'États soutient l'Italie en réclamant une pression maximale sur les pays d'origine et de transit, afin qu'ils limitent les départs et acceptent les retours de migrants. Notons que la majorité des victimes de Steccato di Cutro venait d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan.

Le Pacte dans l'impasse

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a de son côté promis d'accélérer les négociations sur le « pacte sur la migration et l'asile », qui prétend aborder la question dans toutes ses dimensions. Mais il est depuis plus de deux ans dans une double impasse : les pays de première ligne comme l'Italie réclament la solidarité des autres dans l'accueil des migrants, mais ces autres s'y refusent en renvoyant la responsabilité sur le contrôle des frontières extérieures.

Cette tragédie n'est pas sans rappeler la photo du petit Aylan Kurdi, 3 ans, venu de Syrie, retrouvé mort sur une plage turque. C'était le 3 septembre 2015 – plus de sept ans, déjà.

Francis BROCHET

Une soixantaine de morts, dont des enfants

Une soixantaine de morts retrouvés, dont une douzaine d'enfants, parmi lesquels un bébé et des jumeaux, et environ 80 rescapés : c'est le bilan du naufrage d'une embarcation de migrants, dimanche, non loin de Crotona, en Calabre. Un bilan provisoire, car ce bateau, long d'une vingtaine de mètres, transportait de 150 à 250 personnes, selon les témoignages. La plupart venaient d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan. Le bateau avait quitté il y a quatre jours le port de Smyrne, en Turquie. Il avait été

repéré la veille par un avion de l'agence européenne Frontex à environ 40 miles (65 km) des côtes. Des secours avaient été aussitôt déclenchés, mais empêchés d'intervenir par une météo exécrable. C'est un pêcheur qui, vers 5 heures du matin, a découvert les débris du bateau et des corps flottant dans l'eau. « Un rescapé m'a parlé d'une explosion à bord et de corps brûlés », a déclaré un secouriste. Le passeur présumé, un citoyen turc, a été arrêté, selon la presse italienne.

EN BREF

IRAN
Des empoisonnements pour fermer les écoles de filles

Des individus ont empoisonné des centaines d'élèves ces derniers mois à Qom, en Iran, dans le but de contraindre les écoles de filles à fermer. Certaines fillettes ont été brièvement hospitalisées. Aucune interpellation n'a été annoncée.

TURQUIE
Une ONG critiquée pour avoir vendu des tentes

L'organisation d'aide humanitaire Croissant rouge turc a été vivement critiquée dimanche pour avoir vendu et non pas donné des tentes pour des rescapés du séisme du 6 février. 2 050 tentes auraient été vendues pour 46 millions de livres turques (2,4 millions de dollars).

GUERRE EN UKRAÏNE
La Chine envisage d'envoyer des armes à la Russie, selon la CIA

Le directeur de la CIA William Burns s'est dit « convaincu » dimanche que la Chine envisageait de fournir des armes à la Russie en Ukraine, mais les États-Unis ne disposent d'aucune indication qu'une décision ait été prise ou que du matériel ait été livré.

IRLANDE DU NORD

Accord en vue avec l'Europe

Trois ans après le Brexit, le protocole nord-irlandais reste le principal sujet de tensions entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Un accord sur les contrôles douaniers pourrait être conclu dès ce lundi.



« Il y a des choses qui ne sont pas terminées concernant le Brexit et je veux finir le travail », a déclaré le Premier ministre. Photo Sipa/K.W.

Les négociations entre Bruxelles et Londres sur la modification du protocole nord-irlandais ont accéléré depuis quelques semaines. Un accord pourrait même être présenté ce lundi, selon le *Sunday Times*. Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak a déclaré au journal qu'il « donn[ait] tout » pour parvenir à un accord commercial sur les contrôles douaniers post-Brexit en Irlande du Nord.

Von der Leyen à Londres ce lundi

Samedi, le Premier ministre irlandais Leo Varadkar a indiqué qu'un compromis n'avait pas encore été trouvé, mais que les pourparlers se rapprochaient de leur conclusion. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et Rishi Sunak ont par ailleurs annoncé qu'ils se rencontreront ce lundi dans la capitale britannique pour « trouver des solutions pratiques et partagées aux défis complexes » autour du protocole nord-irlandais.

Ce protocole prévoit le maintien de l'Irlande du Nord dans le marché unique européen. Une manière d'éviter le retour d'une frontière douanière terrestre du

Les unionistes hostiles à un compromis

Mais pour protéger l'intégrité du marché unique européen, le texte prévoit aussi l'instauration de contrôles douaniers entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni. Une disposition qui déplaît fortement aux unionistes nord-irlandais, qui y voient une menace sur le statut de leur province au sein du pays.

Si les spéculations vont bon train quant à l'annonce d'un accord, la perspective d'un compromis suscite de vives résistances au Royaume-Uni, notamment de la part du DUP (le parti unioniste démocrate). Ce dernier refuse toute application de facto du droit européen dans la province.

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Deux Israéliens tués sur fond de pourparlers



L'attaque a eu lieu dimanche en Cisjordanie, alors que se tenaient des pourparlers entre Palestiniens et Israéliens en Jordanie. Photo AFP/J. G.

Deux jeunes Israéliens habitant une colonie juive en Cisjordanie occupée ont été tués par balles dimanche dans une attaque contre leur voiture. Sans revendiquer l'attaque, le groupe armé palestinien Djihad islamique l'a qualifiée d'« opération héroïque ».

Le Conseil régional Shomron, qui gère les colonies juives dans cette zone, a identifié les deux victimes comme étant deux frères, âgés de 22 et 20 ans.

Une réunion pour « prévenir toute nouvelle violence »

L'attaque est survenue alors qu'une rencontre entre responsables palestiniens et israéliens s'est tenue dimanche en Jordanie pour tenter de mettre un terme à la spirale de violences observées depuis

le début de l'année dans le nord de la Cisjordanie, où l'armée israélienne multiplie ses opérations. Cette réunion « politico-sécuritaire » était la première du genre depuis des années entre Palestiniens et Israéliens.

Dans leur communiqué final, les participants ont fait part de « discussions approfondies et franches », et ont « réaffirmé la nécessité de s'engager dans la désescalade sur le terrain et de prévenir toute nouvelle violence ». Cela inclut un engagement israélien à « cesser de discuter de l'établissement de nouvelles unités de colonisation pendant quatre mois et de ne pas légaliser les colonies sauvages », pendant six mois. Les participants ont convenu de se réunir à nouveau en Égypte en mars prochain.